

Manama, capitale de Bahreïn

Une métropole du Golfe polycentrée et confessionnalisée

Jean-Paul BURDY est historien, enseignant-chercheur associé au laboratoire GREMMO (Maison de l'Orient, Lyon) et au master « Méditerranée-Moyen-Orient » de Sciences Po Grenoble. Il anime le blog *Questions d'Orient-Questions d'Occident*.

> Texte publié (avec des cartes) dans *Moyen-Orient* no 28, octobre-décembre 2015, p.84-91

Cité-Etat de la rive arabe du golfe Persique, Manama est la capitale du Royaume de Bahreïn, où le taux d'urbanisation approche les 100 %. La répartition de la population de l'archipel (1,4 million d'habitants en 2015, dont 54 % ont la nationalité bahreïnie), à la fois continue et polycentrique, amène à considérer que Manama (160000 habitants dans la municipalité en 2010, le double pour le gouvernorat) n'est que la ville-centre d'une conurbation unique. Avec la croissance démographique, le maillage des autoroutes urbaines, et la centralisation administrative, les anciens noyaux urbains et les villages côtiers se sont agglomérés. L'extension de la « *ville globalisée* » se fait désormais sur des terrains gagnés sur la mer. L'histoire et la morphologie urbaines rendent compte des cycles économiques qui ont produit une ville aux configurations sociales complexes¹. Des tensions socio-confessionnelles ancrées dans l'histoire font la spécificité de Bahreïn: elles ont été exacerbées par la répression du « printemps de la place de la Perle », en 2011.

1) La perle, puis le pétrole : une histoire d'échanges et de circulations

Très ancienne, l'implantation humaine est liée aux sources d'eau douce permettant une agriculture irriguée au nord de l'île principale ; et à des eaux littorales peu profondes abritant les plus importants bancs d'huîtres perlières du monde. Bahreïn a connu trois cycles économiques. Avec la palmeraie, c'est l'économie de la perle naturelle qui a été à l'origine de la fonction commerciale de l'émirat, et des premières implantations urbaines. La perle a connu son apogée au XIXe siècle, enrichissant dans tout le Golfe les tribus au pouvoir et des dynasties de commerçants persans, omanais et indiens. L'économie de la perle naturelle s'effondre en 1930, tuée par la perle de culture japonaise. Au même moment, en 1932, le pétrole est découvert à Bahreïn: l'Arabie saoudite attendra 1938, et Abou Dhabi, 1958. Bahreïn devient la première pétro-monarchie du Golfe. Le pétrole exploité par la BAPCO permet l'industrialisation : raffinerie, pétrochimie, aluminium. Après la Deuxième guerre, la rente pétrolière amplifie les flux migratoires et accélère l'urbanisation. Les réserves s'épuisent dans les années 1970 : désormais Bahreïn, premier émirat post-pétrolier, traite du pétrole fourni à des tarifs préférentiels par l'Arabie saoudite. Avec les banques et les services s'ouvre alors un troisième cycle économique: la tertiarisation globalisée.

Un pouvoir tribal bédouin sunnite et une population majoritairement chiite

L'émirat de Bahreïn partage avec ses voisins une longue succession de pouvoirs extérieurs (les Perses, les Portugais, les Hollandais, les Omanais), avant que ne se stabilisent à la fin du XVIIIe siècle des pouvoirs arabes bédouins originaires du Nejd. A partir de Bombay, capitale de leur Empire des Indes (le *Raj*), les Britanniques s'implantent dans le Golfe dans les années 1820, et établissent leur protectorat formel sur les émirats entre 1880 et 1892, jusqu'en 1961 (Koweït) et 1971 (Bahreïn et les autres émirats). La tribu sunnite des Al-Khalifa conquiert le Bahreïn en 1783. Liée au pouvoir saoudien wahhabite, apparentée à la dynastie du Qatar, elle exerce depuis lors un pouvoir absolu, sur la base d'alliances tribales (arabes sunnites) et économiques (avec quelques familles de commerçants chiites d'origine persane, les *Ajam*). Elle règne sans partage sur une population aux origines et aux cultures très diverses, mais majoritairement chiite: actuellement environ les deux tiers des nationaux.

Les relations entre le pouvoir tribal sunnite des *Arab* et la population chiite autochtone des *Baharna* ont été régulées essentiellement par la contrainte et la répression. La tribu au pouvoir accaparant le foncier, les chiites *baharna*, palmiculteurs ou pêcheurs de perles, sont longtemps restés en semi-servage. D'où une sourde agitation sociale qui évolue parfois en révoltes contre l'émir (1903, 1923), ou en grèves dans l'industrie du pétrole (1938, 1942). Le protecteur britannique impose alors des réformes à l'émir, en créant une municipalité de Manama en 1919 -une

¹ L'ouvrage de référence sur Manama est la thèse de Nelida FUCCARO, *Histories of City and State in the Persian Gulf. Manama since 1800*, Cambridge University Press, 2009.

première dans le Golfe. Nommés, les membres du conseil représentent désormais les principaux groupes (tribus, marchands, sunnites, chiites). Mais les chiites restent discriminés par l'Etat pétro-rentier: moindre bénéfice des politiques sociales (en particulier dans l'attribution de logements); non-accès au pouvoir politique, à la police et à l'armée; faible accès à la fonction publique autre que subalterne. Le polycentrisme urbain de Bahreïn est le produit de cette longue histoire de tensions sociales et politiques.

2) Développement et mutations des espaces urbains anciens

Mouharraq : l'ancienne capitale et l'amorce de patrimonialisation

Mouharraq est, sur l'île du nord-est, le plus ancien centre urbain de l'archipel, lieu d'installation d'une des branches des Al-Khalifa au XVIIIe siècle, de grandes familles arabes, persanes, indiennes faisant commerce de la perle, et de communautés de pêcheurs. C'est une zone mixte : une large majorité arabe sunnite, et une minorité de riches familles persanes chiites et de *Baharna*. Le marquage confessionnel d'îlots sunnites et chiites imbriqués est fort : portraits de la famille régnante pour les sunnites ; drapeaux noirs, portraits d'Ali et de Hussein, et banderoles ourlées de sang pour les chiites. Le déclin de Mouharraq commence dans les années 1970, avec le départ des classes moyennes vers des lotissements modernes sur l'île principale, et sous l'impact destructeur de voies rapides percées dans le tissu urbain. La ville se paupérise, avec une présence croissante de travailleurs immigrés asiatiques.

Depuis une décennie, certains édifices historiques (maisons émiriales, demeures marchandes) sont restaurés. Le « *patrimoine de la perle* » est inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco en 2010, et un « *circuit touristique de la perle* » a été tracé. Toutefois, cette valorisation est ralenti par le désintérêt de la population, par la pauvreté de nombreux habitants, et par le manque d'artisans maîtrisant les techniques traditionnelles de construction. Bahreïn reste donc très en retard par rapport à des émirats disposant de moyens financiers autrement importants (Dubaï), ou affirmant une priorité politique en la matière (Oman). Le caractère insulaire de Muharraq est en train de disparaître : le remblaiement concerne tous les pourtours de l'île, pour y édifier quartiers résidentiels, ou y agrandir l'aéroport, et des zones industrielles et portuaires.

Manama, une capitale marchande et cosmopolite

La construction par les Portugais d'un fort sur la côte nord, au XVIe s., a permis le développement de Manama, port non fortifié dans une baie naturelle. Les Al-Khalifa ne se sont jamais installés dans Manama, mais soit près du fort, soit à Mouharraq, soit à Riffa, dans la partie centrale de Bahreïn. La ville devient, à partir des années 1860, le centre mondial du commerce de la perle, et le principal port du Golfe. Affermées à de riches marchands indiens, les taxes douanières font alors, avec le contrôle du foncier, la fortune de la dynastie régnante. La ville est cosmopolite. Au début du XXe siècle, la moitié des 30000 résidents sont originaires de Perse, du Koweït et du Hasa saoudien, avec des communautés indiennes, juives et européennes : ils ressortent non des tribunaux shariatisques, mais de la loi coutumière du *Raj* britannique, sous l'autorité des « *agents locaux* » de Londres, toujours des marchands persans ou indiens. Les autres résidents sont des *Arab* sunnites, et des *Baharna* chiites.

Pendant longtemps, la croissance de Manama se fait par l'ajout informel d'îlots et de quartiers nommés d'après les appartenances tribales ou familiales. La ville est structurée par les appartenances communautaires, ethniques et confessionnelles, renforcées par des stratégies matrimoniales endogames. Les solidarités confessionnelles et de voisinage (*assabiyah*) y sont particulièrement marquées. Le souk traditionnel (dont le souk de l'or et des perles) a toujours été propriété de la tribu régnante. Les chiites se regroupent autour des *matam* (ou *husseiniyya*) salles de prière et de deuil fondées par les riches familles *ajam* : ils quadrillent l'espace urbain lors des processions de l'*achoura* et de l'*arbaïn*. Il y a très peu de mosquées à Manama : le chiisme s'organise autour des *matam*, et les Arabes tribaux sunnites n'ont pas de tradition de construction de lieux de culte.

Manama : la modernité britannique, puis le déclin urbain

Ce sont les Britanniques qui ont transféré la suprématie urbaine de Mouharraq vers Manama, et introduit, à partir des années 1920, des éléments de modernité urbaine, dont le quartier administratif de Bab Bahrain, en front de mer, avec la municipalité, la poste centrale, le bâtiment des douanes, l'administration portuaire, et plus tard des hôtels, des ministères, des banques et des ambassades. La modernité passe par la création d'un service des douanes en 1923, d'un marché du foncier et de l'immobilier en 1925 (qui réduit le monopole de l'émir), de lois sur la nationalité et sur la propriété en 1937. La municipalisation de Manama établit une gestion rationalisée de l'espace et de ses ressources qui

amorce la création d'un Etat jusque-là inexistant. Le Manama traditionnel subsiste jusqu'aux années 1970, avant de décliner. L'activité portuaire disparaît avec la création d'îles artificielles devant Bab Bahrain. Dans la vieille ville aux rues étroites, l'habitat en briques crues se dégrade. Les classes moyennes l'abandonnent au profit de lotissements publics ou privés hors de la ville. Les anciens souks spécialisés souffrent de la concurrence de luxueux *malls* commerciaux à l'américaine. Le parc hôtelier n'est pas au normes internationales, surtout fréquenté en fin de semaine par une clientèle saoudienne, venue consommer librement de l'alcool dans les bars et les discothèques peuplés de prostituées. Le déclin du vieux centre s'accompagne d'une proportion croissante de travailleurs immigrés asiatiques.

Les « villages chiites » du nord-ouest et des zones industrielles de l'est

La sociologie traditionnelle attribue aux chiites *baharna* le rural et les villages, et aux sunnites tribaux et aux marchands chiites la ville². Mais l'agriculture et la pêche ont disparu depuis longtemps, et l'expression encore usuelle de « *villages chiites* » qualifie des espaces qui sont désormais des faubourgs ou des banlieues de la ville-centre, avec immeubles, commerces, *matam* et mosquées. Ainsi sur le littoral nord, de Diraz à Sanabis, de part et d'autre de la Budayya Avenue ; et dans les anciens villages de pêcheurs devenus cités ouvrières des zones industrielles de la côte orientale : Tubli, Sitra, Nuwaiderat, Mameer. La qualité de l'urbanisation et du logement y est très médiocre, et sur la côte orientale, la situation écologique est particulièrement dégradée. Au nord-ouest, quelques noyaux urbains tribaux sunnites anciens (Budayya) ont essaimé en de nombreux *compounds* taillés dans la palmeraie : des lotissements clos et gardés, dont le luxe contraste avec les quartiers chiites mitoyens, dont le délaissement délibéré alimente les tensions sociales et politiques.

Le « *bastion sunnite central* » du pouvoir tribal

A leur arrivée, les Al-Khalifa se sont installés dans le fort portugais, à Mouharraq, et à Riffa. Pour fixer l'autorité de l'émir à partir des années 1920, les Britanniques ont poussé à la construction de deux palais en périphérie de Manama. Mais, au même moment, l'émir fait construire son palais à Shaqir, au centre de l'île, et les tribus se regroupent dans la zone de Riffa, qui devient le troisième pôle du polycentrisme urbain. Actuellement, les immenses palais du roi et de ses épouses, du premier ministre, de leur nombreuse progéniture, et les résidences des collatéraux sont regroupés dans cette zone centrale de Riffa, et sur la rive occidentale de l'archipel. Dans une logique tribale-sécuritaire, les palais sont ainsi entourés de quartiers urbanisés dans le dernier demi-siècle (Riffa al-Gharbi, Riffa al-Sharqi) ou de lotissements édifiés dans les années 1970 (Isa Town) ou 1990 (Hamad Town). A écrasante majorité sunnite, ces quartiers, dans lesquels l'attribution des logements se fait par clientélisme tribal et confessionnel, séparent les palais des quartiers ou « *villages chiites* » de l'ouest, du nord et de l'est. Ils forment une véritable enceinte urbanisée de protection, justifiant en cela la notion de « *bastion sunnite central* ».

3) La ville globalisée : un urbanisme d'îles artificielles et de spéculation immobilière

Les logiques urbaines de Manama ont évolué avec la financiarisation de l'économie depuis les années 1980. Le développement des services bancaires, financiers et boursiers doit beaucoup à l'effacement de la place de Beyrouth à partir de 1976 (guerre civile), puis à la révolution iranienne de 1979 : Manama sert de base de repli, jusqu'à regrouper plus de 400 banques et établissements financiers à la fin du siècle, avec une spécialisation dans la finance islamique. Et, avant l'ère de l'informatique et de l'internet, la bourse de Manama fonctionnait entre la fermeture de celle de Tokyo et l'ouverture de celle de New-York. Dans les années 1980, Bahreïn, premier émirat post-pétrolier, est clairement le principal *hub* financier et de services du Golfe, avec un aéroport de transit très actif. La montée en puissance très rapide de concurrents émiratis -Dubaï et Abou Dhabi, entraînera ensuite la rétrogradation de Manama. Ce positionnement dans l'économie financiarisée se traduit dans la morphologie urbaine : Manama entre de plain-pied dans un urbanisme globalisé, qui accentue les divisions fonctionnelles et sociales en associant spéculation foncière et immobilière, fragmentation urbaine accrue et aggravation des inégalités sociales³.

2 Fahim I.QUBAIN, *Social Classes and Tensions in Bahrain*, *Middle East Journal* Vol.9, N°3, Summer 1955, p.269-280.

3 E.VANDENHEEDE, *Urbanisation et mondialisation : des territoires au service de régimes autoritaires*, *Moyen-Orient* no 22, avril-juin 2014, p.24-29

De vastes terrains gagnés sur la mer

Développée après l'indépendance en 1971, l'édification d'îles artificielles est supervisée depuis 2000 par le Bahrain Economic Development Board, agence semi-publique contrôlée par les Al-Khalifa. Au-delà du périphérique urbain, elle a été facilitée par la faible profondeur des eaux littorales. Des milliers d'hectares sont donc remblayés, et dévolus à l'industrialisation ou à l'urbanisation. La superficie de l'archipel est passé en quarante ans de 665 à 765km². Géométriques quand elles sont à destination économique (zones industrielles, portuaires, commerciales), les îles à urbaniser adoptent, comme à Dubaï, Abou Dhabi ou Doha, des formes contournées (palmes, coquillages ou poissons). On y a érigé des dizaines de tours de bureaux (Bahrain Financial Harbour, Bahrain World Trade Centre), de grands hôtels internationaux, des *shopping malls*, des marinas, des lotissements d'immeubles, et de grands équipements (Musée national, Centre d'art contemporain, Théâtre national, Centre culturel, mosquée sunnite Al-Fateh). La crise financière de 2008, puis les tensions politiques depuis 2011, ont ralenti ou figé les investissements immobiliers, et détourné certains capitaux locaux vers les lieux politiquement moins troublés des Emirats arabes.

Une croissance urbaine spéculative sur des îles artificielles.

Cette forme de croissance urbaine est un facteur de déclin de Manama-centre qui se retrouve à plusieurs kilomètres du rivage, séparée de la mer par des îles artificielles reliées par un deuxième périphérique extérieur contournant tout le nord-nord-est de l'archipel. D'autant que les espaces construits (hôtels, marinas, lotissements), destinés à une clientèle locale ou étrangère globalisée, sont privatisés, hautement sécurisés, et socialement discriminés. A la différence d'Abou Dhabi, de Doha ou de Mascate, il n'y a aucune « *promenade de corniche* » à Manama, déjà coupée de la mer par un premier périphérique infranchissable par les piétons : seuls 5 % du littoral bahreïni étaient encore en libre accès en 2008⁴. Dans le royaume, les acteurs publics se confondent avec les investisseurs privés. Le pouvoir décisionnel des Al-Khalifa, et leur large contrôle du foncier, leur garantissent de rester les principaux bénéficiaires économiques de la spéculation foncière et immobilière. Les espaces gagnés sur la mer participent donc des tensions politiques et sociales, et alimentent le discours chiite sur le caractère injuste du pouvoir tribal (« *unjust tribal rule* »). Les conditions d'affectation des espaces remblayés ont fait scandale, en particulier quand il est apparu que le tout puissant Khalifa ben Salman Al-Khalifa, oncle du roi et premier ministre depuis 1971, était devenu, pour un dinar symbolique (soit deux euros) propriétaire des terrains sur lesquels ont été édifiées plusieurs tours de bureaux du Business District⁵.

4) 2011 et après : les tensions politiques dans les espaces urbains

La séquence bahreïnie des « *Printemps* » de 2011 a été marquée par le mois d'occupation de la place de la Perle, à Manama (*Pearl Roundabout, Dawar al-Lulu*⁶) du 14 février au 15 mars. Cette agora démocratique qui a rassemblé jusqu'à 150000 personnes avait cependant beaucoup moins un caractère de centralité urbaine qu'au Caire ou à Sanaa⁷. Dans la conurbation, située à une sortie d'autoroute, *Dawar al-Lulu* était plutôt à l'interface des « *villages chiites* » périphériques, de Manama-centre, et des zones remblayées. Les occupants ont été majoritairement chiites, avec quelques groupes (sunnites) d'opposition non confessionnelle. Au-delà de manifestations en direction des ministères de Bab Bahrain et du Financial Harbour, ils n'ont pas cherché à investir le centre de Manama. De leur côté, les sunnites soutenant le régime se sont régulièrement rassemblés sur le parvis de la grande mosquée Al-Fateh, au nord-est. Une seule manifestation a relié, en une immense chaîne humaine, le 5 mars, la mosquée Al-Fateh et la place de la Perle : elle entendait dépasser le clivage politico-confessionnel autour du slogan : « *Ni sunnite, ni chiite, juste Bahreïni !* »

La place de la Perle, lieu de mémoire déterritorialisé

4 F. AL-ANSARI, *Public Open Space on the Transforming Urban Waterfronts of Bahrain: The Case of Manama City*, thèse de doctorat d'urbanisme, Newcastle University, 2009.

5 Au printemps 2011, on verra ainsi nombre de manifestants brandir un billet de un dinar. Cf. MITCHELL Lauren, « *Google Earth and Bahrain: Surveillance for All* », URL: <http://viz.cwrl.utexas.edu/node/276> (s.d.: 2008?); et l'analyse des propriétés des Al Khalifa à partir de Google Earth : <http://viz.cwrl.utexas.edu/files/BahrainandGoogleEarth.pdf>. Ainsi que notre post de blog du 1/9/2011, à actualiser : <https://questionsorientoccident.blog/2011/09/01/bahrein-premier-ministre-depuis-1971-qui-dit-mieux/>

6 Le monument, inauguré en 1981 au centre de la place figurait une perle portée par six voiles, les six Etats membres du Conseil de coopération du Golfe.

7 JP.BURDY, *La Place de la Perle à Manama, ou la territorialisation confessionnelle de l'affrontement politique au Bahreïn en 2011-2012*, in K.BENNAFLA (dir.), *Villes arabes. Conflits et protestations*, *Confluences Méditerranée* no85, Printemps 2013, p.33-48.

Concomitant de l'entrée des troupes saoudiennes dans le royaume, l'état d'urgence a été proclamé le 15 mars 2011 alors que des manifestations de plus en plus nerveuses commençaient à s'approcher de Riffa, et donc des palais du « *bastion sunnite* ». Des heurts ont alors violement opposé des chiites et des sunnites, à des charnières confessionnelles du tissu urbain. *Dawar al-Lulu* a été « *nettoyée* » le 16 mars, et le monument de la Perle abattu le 18 : il s'agissait de supprimer symboliquement l'espace urbain d'expression de la revendication démocratique. Mais du coup, le monument disparu s'est métastasé : érection de mini-Perles dans plusieurs « *villages chiites* » ; et représentation iconographique omniprésente de la silhouette du monument sur les façades, le long des routes, sur des drapeaux ou des t-shirts : elle est devenue le signe de reconnaissance des oppositions. En avril-mai, une cinquantaine de mosquées et de *matam* chiites ont également été détruits, en forme de punition collective. Depuis 2011, la contestation politique s'est repliée dans deux espaces : les mosquées et les maisons de prière chiites ; et les « *villages chiites* », où le contrôle social et les solidarités confessionnelles structurent la vie quotidienne. La contestation y reste permanente, dans une forme de « *guérilla urbaine de basse intensité* » entre jeunes radicalisés et forces de police, qui rappelle l'Irlande du Nord au plus fort des tensions entre pouvoir protestant et populations catholiques.

xxxxxx

« Ville globale » du Golfe, la conurbation de Manama présente nombre de traits communs à toutes les métropoles des émirats voisins. Mais l'histoire politique et confessionnelle y a inscrit des dimensions spécifiques, qui pèsent ces dernières années sur la croissance du royaume. Autrefois principal *hub* commercial, financier et aéroportuaire du Golfe, Manama, cité-Etat post-pétrolière, est désormais largement supplantée par d'autres métropoles telles Dubaï, Abou Dhabi ou Doha⁸. Les autorités de Bahreïn entendent restaurer le prestige de Manama en jouant les cartes de la culture, et du tourisme de luxe et événementiel (circuit de Formule 1, salons internationaux) : la répression et le blocage politique persistant dans le royaume depuis 2011 rendent leur pari des plus aléatoires.

Encadré

Bahreïn: la complexité sémantique d'une vieille société du Golfe

1/ Les « Arabes » sont un groupe hiérarchisé par l'histoire et le confessionnalisme. Les *Arab* (ou *Najdi*) sont les bédouins sunnites de la tribu régnante des Al-Khalifa et des tribus alliées, arrivés fin XVIII^e s. du continent (du Nejd). Les *Baharna* sont les Arabes chiites bahreïnis, qui se disent descendants de l'*Etat qarmate* du X^e siècle. Les *Huwala* sont des sunnites tribaux arrivés de Perse. Les *Hasawi* sont des Arabes chiites arrivés de Qatif et du Hasa (province orientale saoudienne). Les *Arabes* d'après 1945 sont des Palestiniens, Syriens, Libanais, Jordaniens, Irakiens, Egyptiens, Omanais.

2/ Les « non-Arabes » sont distingués par leurs appartenances sociales, confessionnelles, la date de leur arrivée, et leurs origines géographiques. D'origine persane (mais pas tous Iraniens), persophones, les riches familles chiites *Ajam* sont au sommet de la hiérarchie, et alliées à la tribu régnante. Les *expatriés occidentaux* sont majoritairement Britanniques. Les *Indiens* arrivés au temps du *Raj* britannique sont hindous, musulmans sunnites, sikhs, chrétiens. Ils forment une classe moyenne urbaine. Les *Baloutches* sont sunnites persophones, et peuplent la police. Les *immigrés asiatiques* arrivés depuis les années 1960-1970 (Indiens, Pakistanais, Bangladeshis, Sri-Lankais, Népalais, Philippines) forment le prolétariat de l'industrie, du BTP, du commerce et des services.

8 Trafic passagers de l'aéroport international : Manama : 8M (2014) ; Doha : 23M (2013) ; Dubaï : 66M (2013).